

L'Agora de l'ACSOFE

Juin 2010 No 5

l'Élan Management Ethique !



Sommes nous en déprime sociale ?

Dans son dernier rapport annuel, le médiateur de la République, l'ex ministre Jean Paul Delevoye s'inquiète... a juste titre de l'écart grandissant entre les citoyens, et l'administration au sens le plus général du terme...

Et si l'exces d'encadrement, de réglementations, de lois et de codes (civil, pénal, forestier, du travail, de la sécurité sociale, de l'urbanisme...) avait fini par décourager et déprimer les habitants « on ne peut plus rien faire »

Et si l'énergie vitale générale était asphyxiée ? que l'administration s'était muée en machine infernale ?

La déprime sociale ? Fatigue Psychique ?

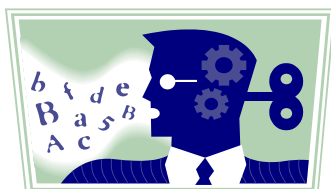
Dans son dernier rapport, le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, a tiré le signal d'alarme. Et comme ce n'est pas celle d'un agitateur ni d'un révolutionnaire, la voix de l'ancien ministre de J Chirac, ex président de la puissante association des Maires de France, a porté. « La France est fatiguée psychologiquement », a-t-il déclaré dans une interview au « Monde » avant la remise de son rapport annuel, ajoutant que la société est en « grande tension nerveuse » et que « le chacun-pour-soi a remplacé l'envie de vivre ensemble ». Face à cette dépression lancinante, déjà identifiée pendant la campagne présidentielle de 2007, il constate que les responsables politiques n'ont plus de grand dessein collectif à proposer à des citoyens qui se comportent souvent comme des consommateurs. Sur le terrain de la campagne des régionales, les candidats ressentent la même chose. Chacun l'exprime avec ses mots, mais tous ressentent la même inquiétude.

A la lumière des 76 282 réclamations traitées par ses services et fort de ses 280 délégués répartis sur tout le territoire, le rapport annuel du Médiateur de la République est un véritable baromètre des comportements des citoyens et de l'administration.

En 2009, le nombre d'affaires transmises au Médiateur de la République, services centraux et délégués, a augmenté de 16 % par rapport à 2008. Les demandes d'informations et d'orientation auprès des délégués ont progressé de 7,5 % par rapport à l'année précédente. L'Institution a traité 43 481 réclamations dont 13 222 via les services centraux du Médiateur de la République, à Paris.

Réactualisé 2015 : Jean Paul Delevoye un « politique » à la carrière bien remplie : maire , conseiller général, conseiller régional, député, sénateur, ministre, président des maires de France (2002 – 2012) et sera nommé médiateur de la République (2004-2011) et présidera le Conseil économique, social et environnemental (CESE) de 2010 à 2015

En octobre 2013, il annonce son intention de ne pas se représenter à la mairie de Bapaume^{2,3}. Il apporte son soutien au candidat PS Jean-Jacques Cotel pour lui succéder, ce qui entraîne son départ de l'UMP.



Agence de Conseils, Services, Organisations, Formation, Evènements
Siège social : 8 rue de la Serrée 21 700 CHAUX
Tel : 06 75 655 904 - Courriel : ACSOFE@orange.fr
ACSOFE : l'élan « Management éthique »

La Cour des Comptes s'inquiète : faillite prévisible de l'Etat ?

Le dernier rapport de la cour des comptes publié en 2010 sous la présidence de feu Philippe Seguin alerte les citoyens sur l'état des finances de la France. Selon ce rapport (synthèse en pièce jointe) la dette publique atteindra 100% du PIB en 2013 ! Autrement dit la France se trouvera en état de faillite, incapable de faire face à ses dépenses. Il y a lieu de s'interroger et de s'inquiéter malgré – à cause – de la réforme des politiques publiques (RGPP en action) et le projet de réforme territoriale : quid des collectivités ? de leurs compétences ? et des mandats des élus ? Pour mémoire Pas moins de 600 000 élus en France élus aux suffrages directs ou indirects :

mairie, canton, département région, Etat, Europe + EPCI et intercommunalités : Pays, Parc, CPIE, Syndicats intercommunaux, Communauté de communes, communautés d'Agglomérations, Métropoles, et Communauté de travail des Pyrénées, Arc Latin, Eurorégion Pyrénées Méditerranée, Euro District...

Dans son rapport de juin 2009 sur les finances publiques, la Cour note que leur situation s'était dégradée bien avant la crise et que le déficit public de 2008 était principalement de nature structurelle.

Elle souligne le risque d'un emballement de la dette publique et estimait que celle-ci atteindrait sans doute 90 % du PIB à fin 2012, alors qu'elle était égale à 67,4 % du PIB à fin 2008. Les charges d'intérêt, qui représentaient déjà 16,6 % des recettes fiscales nettes de l'Etat en 2008, mobiliseraient une part fortement croissante des ressources publiques et réduiraient d'autant les marges de manœuvres budgétaires. La perte de confiance des consommateurs et des investisseurs qui en résulterait pourrait affaiblir la croissance.

La Cour estimait donc nécessaire d'arrêter la dérive de l'endettement, sans attendre des remèdes hypothétiques comme une hausse de la croissance potentielle ou une reprise temporaire de l'inflation.

Les révisions successives des prévisions officielles de déficit et d'endettement ont renforcé ce sentiment d'urgence. Dans les prévisions associées au projet de loi de finances pour 2010, le Gouvernement retient ainsi que la dette atteindra 77 % du PIB à fin 2009 et 90 % à fin 2012, alors que la loi de programmation des finances publiques, votée au début de 2009, prévoyait encore qu'elle ne dépasserait 70 % du PIB ni à fin 2009, ni à fin 2012.

A Quelles espèces d'urgences le gouvernement présidentiel de la France doit-il faire face pour faire passer en force sans négociation la réforme des retraites ? masquant une réforme territoriale élaborée sans aucune préparation ni négociation avec les organisations représentatives d'Elus et sans aucune concertation avec les citoyens. Or si personne ne conteste la nécessité d'une réforme de l'organisation territoriale, chacun souhaite prendre le temps nécessaire au diagnostic et à l'élaboration de solutions permettant de mieux répondre aux besoins des citoyens et aux enjeux du 21e siècle... A titre d'exemple, les pays du Nord de l'Europe pratiquent le Dissensus et la sociocratie : Ex La Suède a mis 15 ans à élaborer son nouveau système de retraite ...et chacun a accepté une baisse de 3% du montant des retraites en 2011 eu égard à la baisse du PIB ...Dans ces pays, la priorité à l'adhésion à un pacte de VIVRE ENSEMBLE – prioriser ce qui rassemble l'emporte sur les individualismes corporatistes... **Ce qui induit de construire les désaccords...**

A ce petit jeu là, la France ne s'en trouve pas grandie et nombre de citoyens se désespèrent ... avec une violence multiforme qui se répand insidieusement...La management étatique suscite le "battez vous" des analystes transactionnels ... autrement dit la logique de combat et d'individualisation forcenée l'emporte sur la logique de coopération ...

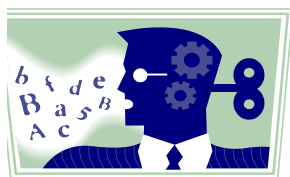
Que l'on ne s'y trompe pas, le débat sur la réforme des collectivités territoriales n'est pas une affaire de spécialistes, ou réservé aux seuls élus locaux, il nous concerne tous et les décisions prises auront des conséquences dans notre vie quotidienne et au plus près de nos territoires. Pour le moment, nous ne pouvons que constater que le débat est confisqué, alors que le Gouvernement s'était initialement engagé à conduire un débat élargi sur les objectifs et le contenu de la réforme des collectivités territoriales.

En tant qu'associations, nous ne pouvons que dénoncer ce contournement délibéré de la société civile.

C'est pour cela que la Conférence Permanente des coordinations associatives de Midi-Pyrénées, souhaite être acteur dans ce débat en rendant lisible, pour les associations de la région, les contenus et les enjeux de cette réforme des collectivités et en alertant les parlementaires sur les conséquences prévisibles pour l'ensemble des associations.

L'ACSOFE ne peut que rejoindre cette réflexion-action citoyenne !

http://www.grainemidipy.org/images/imagesFCK/file/actualites/actualites_2010/cpca_mp_docreformect_2.pdf



La Lettre « AGORA de l'ACSOFE - Agence de Conseils, Services, Organisations, Formation, Evènements

est réalisée pour les adhérents et partenaires de l'association ACSOFE

Présidente : Nora Bara, VP Roger Alcaraz et Léon Goux, Trésorier : Bernard Desoche, Secrétaire rédacteur : Joël Raimondi